

L'isolationnisme reviendra-t-il en Amérique?

Walden Bello

La politique étrangère américaine des huit dernières décennies peut être qualifiée d'internationalisme libéral. Elle est née dans le sillage du bombardement de Pearl Harbor par le Japon, le 7 décembre 1941, qui a fait basculer du jour au lendemain l'opinion publique de l'isolationnisme à l'engagement mondial. Après la défaite de l'Allemagne et du Japon, l'internationalisme libéral s'est attaché à contenir l'Union soviétique, à vaincre les mouvements révolutionnaires et à rendre le monde sûr pour permettre l'expansion du capital américain en projetant la puissance militaire et politique de l'État américain à l'échelle mondiale.

La crise de l'internationalisme libéral

Ce projet ambitieux s'est toutefois enlisé dans ses propres ambitions, son premier revers majeur survenant en Asie du Sud-Est, avec la défaite des États-Unis au Vietnam. Vers la fin du vingtième siècle, la mondialisation, composante économique de l'internationalisme libéral, a conduit à la délocalisation du capital américain de son territoire d'origine, les multinationales américaines partant à la recherche d'une main-d'œuvre bon marché, ce qui a entraîné la perte massive d'emplois dans l'industrie manufacturière aux États-Unis et la création d'une puissance économique rivale, la Chine. Avec l'ambition du président George W. Bush de refaire le monde à l'image de l'Amérique, le volet militaire du projet de puissance a été déployé de façon débridée en décidant d'envahir l'Afghanistan et l'Irak pendant le « moment unipolaire » de Washington au début des années 2000. Il en est résulté une débâcle dont les États-Unis ne se sont jamais remis. La crise de la mondialisation et la crise de ce déploiement militaire démesuré ont ouvert la voie à la renaissance de l'impulsion isolationniste qui

a fait surface sous la présidence de Trump en 2017-2021.

Ce n'est que rétrospectivement que l'on peut apprécier à quel point la politique étrangère isolationniste, antimondialiste et protectionniste de la première administration Trump a radicalement rompu avec l'internationalisme libéral. Trump a notamment défait le Partenariat transpacifique néolibéral défendu par les démocrates et les républicains ; il a considéré les engagements de l'OTAN comme un fardeau et menacé de quitter l'alliance ; il a aussi exigé que le Japon et la Corée paient davantage pour le maintien des troupes et des bases américaines dans leurs pays et piétiné la politique de l'Union européenne en matière de sécurité et de défense. Il a transgressé les règles de l'Organisation mondiale du commerce, ignoré le FMI et la Banque mondiale ; il a négocié le retrait des États-Unis d'Afghanistan avec les talibans et brisé le front uni de l'Occident contre la Corée du Nord en franchissant la zone démilitarisée pour donner une accolade à Kim Jong Un le 30 juin 2019. Certains ont dit que sa politique étrangère était erratique ou chaotique, mais il y avait une logique sous-jacente à sa prétendue folie : c'était son besoin de jouer de manière opportuniste avec une partie importante de sa base blanche, de la classe ouvrière et de la classe moyenne qui en avait assez de supporter les fardeaux de l'empire au profit des élites politiques et économiques américaines.

Mais comme l'avait fait Roosevelt en voulant rompre avec l'isolationnisme au début des années 1940, la volonté de Trump d'en finir avec l'internationalisme libéral s'est heurtée à de nombreux obstacles, au premier rang desquels certaines des personnes qu'il avait lui-même nommées, des adeptes ouverts ou cachés de l'internationalisme libéral et des

partisans de la mondialisation, ainsi que la bureaucratie de la sécurité nationale connue sous le nom d'« État profond ». Avec la défaite de Trump aux élections de novembre 2020, ces partisans de l'ancien régime de politique étrangère sont revenus en force sous l'administration Biden qui a continué à soutenir pleinement l'Ukraine dans sa lutte contre la Russie, à étendre les attributions de l'OTAN au Pacifique et à plonger les États-Unis dans une politique d'endiguement militaire à grande échelle de la Chine. C'est cette perspective qui a conduit à la décision provocatrice de Joe Biden d'ordonner au gouvernement Zelensky de tirer sur la Russie avec les missiles américains à longue portée, alors même qu'un changement de régime est sur le point de se produire au centre de l'empire.

La deuxième chance de Trump

M. Trump aura une deuxième chance pour changer la politique étrangère des États-Unis à partir du 20 janvier 2025 et il est peu probable qu'il laisse les partisans de l'ancien régime gâcher ses efforts une deuxième fois. À cet égard, il ne faut pas se laisser abuser par la rhétorique ou le bilan pro-expansionniste ou interventionniste de certains des ministres qu'il a choisis, comme Marco Rubio. Ces personnes n'ont pas de boussole politique précise, mais seulement des intérêts politiques personnels, et elles s'adapteront aux instincts, aux perspectives et à l'agenda de Trump.

Trump n'est pas intéressé par l'expansion d'un empire libéral *via* le libre-échange et la libre circulation des capitaux – un ordre défendu par les promoteurs du multilatéralisme avec leur idéologie économique de la mondialisation et leur idéologie politique de la démocratie libérale. Ce qui l'intéresse, c'est de construire une forteresse américaine beaucoup moins engagée dans le monde, où les institutions multilatérales à travers lesquelles les États-Unis ont exercé leur pouvoir économique, l'OTAN et les institutions de Bretton Woods, deviendraient beaucoup moins influentes en

tant qu'instruments du pouvoir américain, et où des frappes unilatérales pourraient être menées, à la manière d'Israël, pour discipliner militairement ceux qui sont perçus comme des ennemis à l'extérieur de la forteresse.

La perspective « Make America Great Again » (MAGA) de Trump considère que l'empire est trop étendu et propose une posture « défensive agressive », celle qui convient à une superpuissance en déclin. L'approche MAGA consisterait à isoler du monde extérieur le cœur de l'empire, l'Amérique du Nord, en restreignant radicalement les migrations et le commerce, en ramenant les capitaux américains prodigues, en renonçant à ce que Trump considère comme un exercice hypocrite - étendre l'aide à l'étranger et exporter la démocratie -, et en abandonnant obstinément tous les efforts visant à résoudre la crise climatique mondiale qui s'accélère (préoccupation qu'il considère comme la fétiche d'un libéralisme dépassé).

L'engagement sélectif

Plutôt que d'isolationnisme, le terme mieux adapté à la grande stratégie de Trump est probablement celui d'« engagement sélectif », en opposition à l'engagement mondial ouvert de l'internationalisme libéral.

L'un des aspects de l'engagement sélectif consistera à se désengager de ce que Trump dénigre comme les « pays de merde », c'est-à-dire la plupart d'entre nous dans le Sud, en essayant de façonner leurs régimes politiques et économiques *via* le FMI et la Banque mondiale, et en fournissant une aide économique et militaire bilatérale. Des contrôles frontaliers sévères et militarisés seront effectués à l'encontre des personnes originaires de ces pays. Il n'est plus du tout question d'« exporter la liberté et la démocratie », un concept qui était au fondement des administrations démocrates et républicaines.

Un autre aspect de l'engagement sélectif sera l'approche des « sphères d'influence ». L'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud seront considérées comme la sphère d'influence naturelle de Washington. Trump maintiendra donc le credo isolationniste original, la doctrine Monroe, et son choix de Marco Rubio comme secrétaire d'État en est révélateur, puisque Rubio, un enfant de réfugiés cubains, a été très hostile aux gouvernements de gauche en Amérique latine. Cuba et le Venezuela, en particulier, seront plus durement touchés qu'ils ne le sont actuellement.

L'Europe de l'Est sera probablement considérée comme appartenant à la sphère d'influence de Moscou. Trump rectifiera la politique américaine de l'après-guerre froide consistant à étendre l'OTAN vers l'est, ce qui a été un facteur clé dans le déclenchement de l'invasion de l'Ukraine par Poutine.

L'Europe occidentale sera laissée à elle-même et il est peu probable que M. Trump déploie des efforts pour soutenir l'OTAN, encore moins pour étendre ses attributions à l'Asie-Pacifique, comme l'a fait M. Biden. Ce serait une erreur de sous-estimer le ressentiment de Trump et de sa base isolationniste à l'égard des alliés occidentaux des États-Unis qui, selon lui, ont prospéré aux dépens de l'Amérique.

Le déclasserment des États-Unis en tant qu'acteur central au Moyen-Orient se poursuivra, Washington se limitant à fournir des armes à Israël et à encourager un rapprochement diplomatique entre Israël et les États arabes réactionnaires, comme l'Arabie saoudite, afin de stabiliser la région face à l'Iran et à la vague d'islamisme radical que l'intervention directe des États-Unis n'a pas réussi à contenir. Il va sans dire que Trump fermera volontiers les yeux sur la campagne génocidaire menée par Tel-Aviv contre les Palestiniens. Quant à la Syrie, l'effondrement du régime Assad signifie que Trump retirera probablement le contingent

des forces spéciales travaillant avec les Kurdes dans le nord de la Syrie, ce qu'il voulait déjà faire en 2018, mais en a été empêché par les généraux.

L'Afrique sera encore plus marginalisée et il y aura peu d'efforts pour concurrencer l'influence de la Chine dans cette région. Bien que Modi soit un allié idéologique de Trump, le désengagement est également susceptible d'être la tendance en Asie du Sud, avec une reconnaissance informelle de la région comme étant dans la sphère d'influence de la Chine.

Enfin, dans la région Asie-Pacifique, il est fort probable que M. Trump poursuive avec la Chine la guerre commerciale et technologique qu'il a lancée au cours de son premier mandat, mais qu'il réduise la confrontation militaire avec Pékin, conscient que sa base n'appréciera pas les aventures militaires qui détournent l'attention de l'édification de la forteresse Amérique. Concrètement, il augmentera le prix du maintien des troupes et des bases américaines au Japon et en Corée du Sud. Il réengagera Kim Jong Un dans le dialogue qu'il menait lorsqu'il a traversé la zone démilitarisée en 2019, un dialogue qui pourrait avoir des conséquences imprévisibles sur la présence militaire américaine en Corée du Sud et au Japon. Il en a déjà donné une indication lors de son discours d'investiture à la Convention nationale républicaine en déclarant qu'il devait entamer un dialogue avec Kim car c'est « quelqu'un qui possède beaucoup d'armes nucléaires ». Une évolution de l'engagement de Washington à fournir un parapluie militaire à la Corée du Sud et au Japon pourrait-il être le prix d'un grand accord entre Kim et Trump ? C'est le spectre qui hante Séoul et Tokyo.

Trump cessera probablement d'envoyer des navires dans le détroit de Taïwan pour provoquer la Chine, comme l'a fait Biden, et on peut s'attendre à ce qu'il déclare qu'il y aura un coût en dollars pour être défendu par les États-Unis et que Taïpei ne doit pas

s'attendre à la même garantie que celle donnée par Biden selon laquelle Washington viendrait à sa rescousse en cas d'invasion chinoise. Trump sait probablement qu'une invasion chinoise de Taïwan n'a jamais été envisagée et que la stratégie de Pékin a toujours été l'intégration économique entre les deux rives du détroit en vue d'absorber Taïwan.

Quant aux Philippines et à la mer de Chine méridionale, une administration Trump dira probablement à Manille qu'il n'y aura pas non plus de garantie « à toute épreuve », la même que celle promise par Biden, d'une réponse militaire américaine automatique en vertu du traité de défense mutuelle de 1951 pour soutenir Manille en cas de confrontation majeure avec la Chine dans la mer de Chine méridionale, comme le naufrage d'un navire philippin. Il convient de rappeler que M. Trump a déclaré publiquement qu'il ne gaspillerait pas une seule vie américaine pour ce qu'il a appelé des « rochers » en mer de Chine méridionale. L'initiative du Pentagone visant à faire des Philippines la base avancée d'une confrontation militaire avec la Chine, que M. Biden a pleinement soutenue, sera probablement réexaminée, voire suspendue.

En bref, Trump reconnaîtra probablement dans la pratique que l'Asie-Pacifique est la sphère d'influence de la Chine, même si ce message sera délivré de manière informelle et dissimulé par une rhétorique sur la poursuite de l'engagement américain dans la région.

En résumé, il y a peu de certitudes lorsqu'il s'agit d'un personnage aussi imprévisible que Trump. Les quelques certitudes sont que Trump sera mauvais pour le climat, pour la démocratie américaine, pour les femmes et pour les minorités. Pour le reste, on peut spéculer à partir de son comportement, de ses déclarations et des événements passés, mais il serait sage de toujours se rappeler que si ses instincts sont isolationnistes, l'imprévisibilité de la politique et de l'action

a été et continuera d'être la marque de fabrique de Donald Trump.

Mais quoi qu'il arrive, le Sud mondial doit être prêt à profiter des opportunités offertes par le déclin, la crise et le recul continus des États-Unis en tant que puissance hégémonique pour accélérer ce déclin et se tailler un espace plus favorable à ses propres intérêts.

Walden Bello est coprésident du conseil d'administration de Focus on the Global South à Bangkok et chercheur associé au département de sociologie de l'université d'État de New York à Binghamton.

Cet article a été traduit de l'anglais par Isabelle Bourboulon